
Italie – Révision des comptes nationaux pour 2017 : une croissance plus forte mais un déficit public plus important que prévus

Résumé

Révisée à la hausse, la croissance italienne s'établit à +1,6% en 2017 soutenue par le dynamisme de l'investissement des entreprises et la consommation des ménages. Le déficit public 2017 ressort plus défavorablement, à -2,4% du PIB (contre -2,3%) mais le ratio de dette publique est meilleur qu'attendu.

L'institut de statistique italien ISTAT a publié le 21 septembre 2018 sa révision saisonnière des comptes nationaux pour la période 2015-2017.

La croissance du PIB réel en 2017 est désormais estimée à +1,6%, en accélération par rapport aux années précédentes (+1,1% en 2016 et +0,9% en 2015).

Par rapport aux données publiées en avril et reprises dans le programme de stabilité transmis à la Commission, cette nouvelle estimation est revue à la hausse tant pour 2017 (+0,1 point) que pour 2016 (+0,2 point), et abaissée de 0,1 point pour 2015.

La croissance a bénéficié en 2017 des contributions de la consommation privée (+0,9 point), de la FBCF (+0,7 point) et du solde du commerce extérieur (+0,3 point). La contribution des dépenses publiques demeure nulle et celle de la variation des stocks devient négative (-0,4 point après 0 point en 2016).

Le PIB réel italien (1 599,8 Md€ en 2017) reste inférieur de 5,2% à son niveau de 2007. L'écart avec les PIB de l'Allemagne et de la France s'établit respectivement à -45% et à -26% respectivement.

La croissance a continué à bénéficier du dynamisme de l'investissement des entreprises mais leur marge s'est réduite avec la hausse des salaires et la situation globale des entreprises financières reste fragile.

Les sociétés non financières (SNF) ont contribué positivement à la croissance de la valeur ajoutée brute nationale en 2017 mais plus faiblement que l'année précédente (+1,9% contre +2,3 points en 2016)¹. Leurs investissements se sont accélérés (hausse de la FBCF à prix courant de 7,5% après 5,8% en 2016), soutenus notamment par la reconduction des aides fiscales dites hyper et super amortissements. Toutefois, l'augmentation de la valeur ajoutée des SNF a été moindre qu'en 2016 (+3,1% après +4,6%) et le rythme de croissance de leur excédent brut d'exploitation (EBE) a fortement ralenti (+1,6% après +9% en 2016) en raison de la hausse des salaires versés (+2,3%). Leur taux de marge s'est ainsi réduit à 42,6% (-0,6 point par rapport à 2016) mais reste supérieur aux niveaux annuels atteints au cours de la période 2013-2015 qui se situaient autour de 41%. La baisse de leur taux d'autofinancement (102,7% après 106,6%) s'explique principalement par la hausse des investissements, leur capacité de financement s'étant améliorée de 15,2%.

¹ Données à prix courant

La contribution des entreprises individuelles à la croissance est redevenue positive en 2017 (+0,3 point après -0,1 point en 2016). Leur valeur ajoutée a augmenté de 1,5%, après une baisse de -0,6% en 2016, et la dynamique d'investissements s'est accélérée (hausse de la FBCF de +6,7% après +5,7%). Leur revenu mixte brut s'est orienté à la hausse (+1,2%) après une relative stagnation en 2016 (+0,1%) mais leur revenu disponible brut a légèrement diminué (-0,3%) et leur besoin de financement s'est fortement accentué (-2,7 Md€ après -87 M€).

La contribution des entreprises financières est quant à elle restée négative (-0,1 point après -0,2 point). Pour la 3^{ème} année consécutive, leur valeur ajoutée s'est réduite (-7,1% par rapport à 2014, dont -2,1% en 2017) ainsi que leur EBE (-17,7% dont -5,3% en 2017) en dépit de la baisse de la rémunération des employés du secteur en 2017 (-4,8%). Cette situation s'explique, selon l'ISTAT, par les contributions versées aux fonds de résolution national et européen et au fonds de protection des dépôts qui ont contribué à une hausse de 68% des impôts sur la production payés en 2017. En positif, la capacité de financement des entreprises financières s'est améliorée de 30,7%.

D'un point de vue sectoriel, à prix constants, les principaux contributeurs à la croissance italienne en 2017 sont les services dont la valeur ajoutée a augmenté de 3,8% au cours des cinq dernières années, représentant 67,4% de la VA nationale en 2017, et l'industrie manufacturière (hausse de la VA de +10% par rapport à 2013). La valeur ajoutée du secteur de la construction, orientée à la hausse depuis 2016 (+0,4% en 2016 et +1% en 2017), reste toutefois inférieure de 5% à son niveau de 2013.

L'amélioration du marché du travail et la hausse des rémunérations ont soutenu la consommation des ménages bien que la hausse de leur pouvoir d'achat ait été ralentie par une inflation en hausse.

Le nombre d'emplois a augmenté de plus de 3% par rapport à 2013 (soit +730 600 emplois) mais avec un rythme de croissance ralenti en 2017 (+0,9% après +1,3% en 2016). Cette amélioration concerne principalement le secteur des services (plus de 93% des emplois créés), notamment le commerce, les activités de transport et d'entreposage, l'hôtellerie et la restauration (38,4%), les services aux entreprises (24,7%), les services publics (15,2%). Les emplois ont à l'inverse diminué dans le secteur agriculture-sylviculture-pêche (-1,2%) et les activités financières et d'assurance (-1,4%). **Les salaires nominaux ont augmenté globalement de 7,4% au cours de la même période (dont +2,3% en 2017).** Les plus fortes hausses sont enregistrées dans les secteurs des services immobiliers (+17,2%), des services aux entreprises (+17,2%), des activités de commerce, de transport et entreposage, d'hôtellerie et restauration (+13%), de l'agriculture, sylviculture et pêche (+12,8%) et des services d'information et de communication (+12,6%). Le secteur financier et d'assurance est le seul enregistrant une baisse des rémunérations en 2017 (-4,3%) notamment en raison de la diminution des emplois.

Dans ce contexte, le revenu disponible brut nominal des ménages a augmenté de 3,1% au cours de trois dernières années (dont +1,6% en 2017), contribuant à la croissance de la consommation privée. Les services comptent pour 60% dans la hausse des dépenses de consommation des ménages en 2017 avec, en particulier, une augmentation des dépenses de 3,6% en hôtellerie et restauration (10,2% des dépenses des ménages en 2017) et de 2,2% dans des activités culturelles et de loisirs (7,2% des dépenses). Le logement demeure le premier poste de dépenses des ménages (23% du total), devant l'alimentation (14%) et les transports (11,5%). Les dépenses d'investissement des ménages ont également accéléré (hausse de la FBCF en valeur nominale de +2,9% après +1,3% en 2016), contribuant à la réduction de leur taux d'épargne qui représente 7,7% de leurs revenus disponibles (-0,9 point par rapport à 2016).

Le rythme de croissance de leur pouvoir d'achat marque toutefois un net ralentissement en 2017 (+0,5%, après +1,3% en 2015 et +1,2% en 2016) en raison de la reprise de l'inflation (+1,3% après -0,1%

en 2016) et leur capacité de financement s'est réduite pour la 3ème année consécutive (-43,1% par rapport à 2014, dont -26,9% en 2017).

Le déficit public, réévalué à -2,4% pour 2017, est davantage creusé que prévu mais le ratio de dette publique est meilleur qu'attendu.

Selon les données révisées par l'ISTAT, le déficit public (-41,06 Md€) s'établit à -2,4% du PIB en 2017 (au lieu de -2,3% prévu par la Commission et les autorités italiennes), en légère amélioration par rapport à 2016 (-2,5%). Cette réévaluation tient principalement à des dépenses en capital revues à la hausse (+1,24 Md€, dont 516 M€ de contributions aux investissements). L'excédent primaire est confirmé à +1,4% du PIB.

Le ratio de dette publique sur PIB est quant à lui revu à la baisse à 131,2%, avec un montant de dette dépassant 2 263 Md€ à fin 2017.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Annexe 1 - Evolution du PIB italien et de ses composantes

Italie – PIB et ses composantes en volume

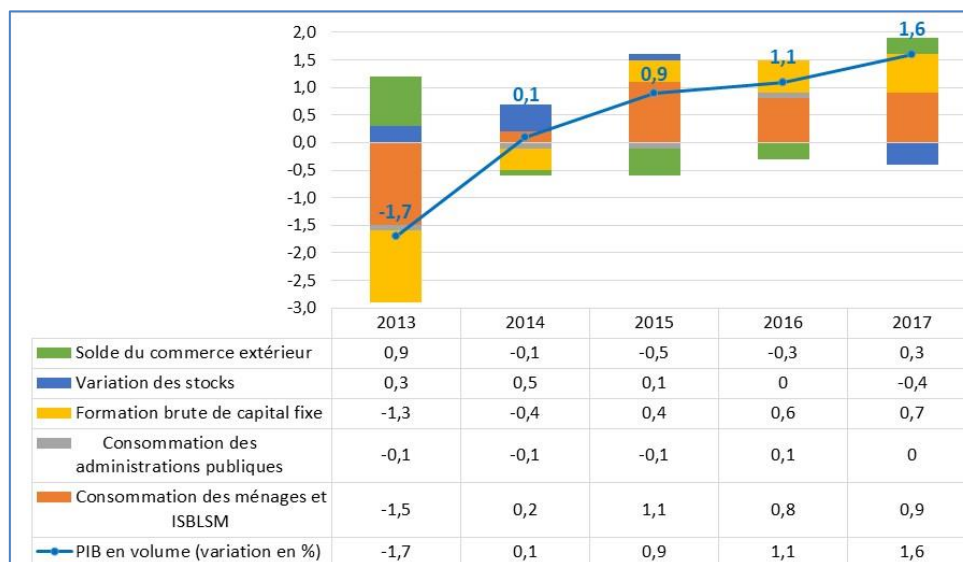
en millions d'euros

volumes chaînés 2010, en millions d'euros	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/2016
RESSOURCES	1 933	1 948	1 990	2 023	2 071	2,3%
Produit intérieur brut (PIB)	1 541	1 543	1 557	1 575	1 600	1,6%
Importations de biens (FAB) et services	393	406	434	449	473	5,2%
EMPLOIS	1 933	1 948	1 990	2 023	2 071	2,3%
Dépense de consommation finale	1 233	1 233	1 249	1 262	1 277	1,1%
Dépense de consommation des ménages	909	911	928	940	955	1,5%
Dépense de consommation des administrations publiques	316	314	312	313	313	-0,1%
Dépense de consommation des ISBLSM	8	9	8	9	8	-0,9%
Formation brute de capital fixe	266	260	265	274	286	4,3%
- bâtiments et ouvrages de génie civil	136	127	126	128	130	1,6%
- installations, machines, équipements	76	77	78	80	82	2,3%
- matériels de transport	11	12	15	18	25	37,5%
- produits de la propriété intellectuelle	43	45	47	49	50	2,1%
Variation des stocks et objets de valeur	-	-	-	-	-	-
Exportations de biens (FAB) et services	438	450	470	480	507	5,7%

Source ISTAT

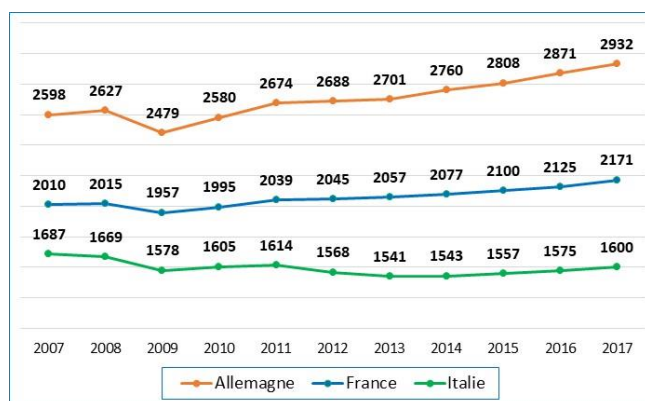
Contribution à la croissance du PIB en volume

en point

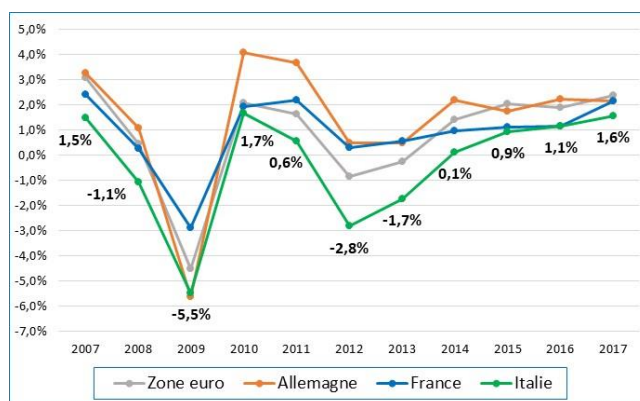


Evolution comparative du PIB en volume en Zone euro, Italie, France et Allemagne

en milliards d'euros



variation annuelle en %



Taux de croissance du PIB en volume, variation en %

	2013	2014	2015	2016	2017
Zone euro	-0,2%	1,4%	2,1%	1,9%	2,4%
Allemagne	0,5%	2,2%	1,7%	2,2%	2,2%
France	0,6%	1,0%	1,1%	1,2%	2,2%
Italie	-1,7%	0,1%	0,9%	1,1%	1,6%

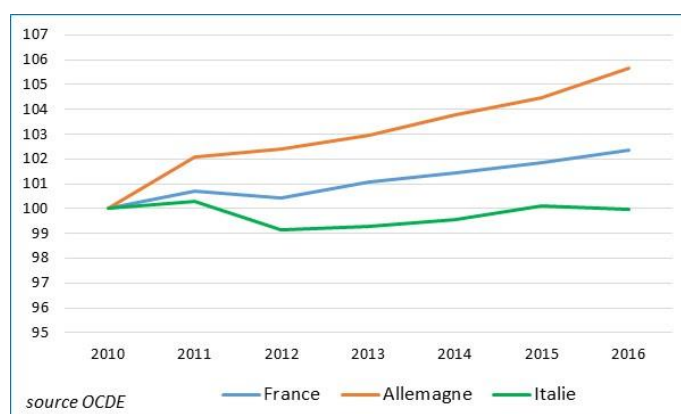
Source Eurostat et ISTAT

Répartition de la valeur ajoutée en 2017²

Part dans la VA totale 2017	Italie		France		Allemagne	
	en Md€	en %	en Md€	en %	en Md€	en %
Industrie	299,6	19,4%	285,8	14,0%	772,5	26,1%
Construction	72,3	4,7%	112,1	5,5%	144,3	4,9%
Agriculture	33,0	2,1%	34,6	1,7%	25,5	0,9%
Services	1 141,7	73,8%	1 609,6	78,8%	2 012,4	68,1%

source : Eurostat et ISTAT (prix courants)

Evolution de l'indice de productivité multifactorielle (base 2010 =100)



source OCDE

² Le secteur industriel inclut les industries extractives, l'industrie manufacturière et la production et distribution d'eau et les activités d'assainissement, de gestion des déchets et de dépollution

Annexe 2 - Situation des finances publiques

Comptes publics – principaux agrégats

en milliards d'euros et % du PIB

	2013	2014	2015	2016	2017
Déficit public	-46,9	-49,3	-43,2	-42,9	-41,1
en % du PIB	-2,9	-3,0	-2,6	-2,5	-2,4
Solde primaire	30,7	25,0	24,9	23,4	24,5
en % du PIB	1,9	1,5	1,5	1,4	1,4
Charges d'intérêt	77,6	74,4	68,1	66,3	65,5
en % du PIB	4,8	4,6	4,1	3,9	3,8
Pression fiscale	700,2	701,9	712,4	715,7	727,6
en % du PIB	43,6	43,3	43,1	42,4	42,2
Dette publique	2 070,3	2 137,3	2 173,4	2 219,5	2 263,1
en % du PIB	129,0	131,8	131,6	131,4	131,2
<i>PIB nominal</i>	<i>1 604,6</i>	<i>1 621,8</i>	<i>1 652,1</i>	<i>1 689,7</i>	<i>1 725,0</i>

Source ISTAT